



Comité économique et social européen

SÉMINAIRE

sur

La société civile organisée dans les pays candidats à l'adhésion et l'avenir de l'Europe

Bruxelles – 30 et 31 janvier 2003

Table ronde 2

***"La gouvernance économique et sociale dans une Europe
élargie"***

**Intervention de Mme Marika MERILAI,
Directeur général de l'Association estonienne des Négociants,
au nom de la Confédération estonienne des Employeurs et de l'Industrie (ETKK)**

Mesdames et messieurs,

Je représente l'*Association estonienne des Négociants*, qui regroupe les entreprises de commerce de détail et de gros et qui fait partie de la Confédération estonienne des Employeurs et de l'Industrie. La Confédération est membre du Comité consultatif mixte UE/Estonie.

La Confédération estonienne des Employeurs et de l'Industrie se félicite de l'initiative prise par le CESE d'organiser ce séminaire. Il s'agit d'une manifestation importante pour ce qui est d'améliorer les connaissances du citoyen sur l'Europe de demain et nous voudrions souligner l'importance qu'attachent les organisations de la société civile au fait de pouvoir participer au débat.

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de débat très intense en Estonie à propos de la société civile organisée et de la gouvernance économique et sociale de l'UE, mais cette situation est en train d'évoluer. Les organisations de la société civile contribuent dans une très large mesure à améliorer cette situation, et le *Groupe de contact de la société civile estonienne* déploie, lui aussi, des efforts pour accroître le nombre d'organisations de la société civile, y compris les partenaires sociaux, qui participent au débat. Le représentant du Groupe de contact est également avec nous aujourd'hui.

.../...

Lorsque nous parlons de la gouvernance économique et sociale dans une Europe élargie, nous sommes unanimes à penser que la qualité des réformes entreprises et leur acceptation par la population dépendront de la **participation de la société civile** au processus préparatoire.

Lorsque j'ai lu les documents, les avis et les rapports qui nous ont été transmis en préparation de ce séminaire, j'ai commencé à me poser des questions: pourquoi, quoi, quand, comment? Et j'attendais avec intérêt de recevoir des réponses aujourd'hui. J'ai aussi remarqué que de nombreux participants se trouvent dans le même état d'esprit. Cela montre avant tout que nous devons **modifier notre mentalité** et que nous devons commencer à regarder devant nous, vers l'avenir, mais au-delà d'un terme de cinq ans, et que nous devons fixer des objectifs et des orientations.

Je voudrais ajouter quelques observations à ce qui a déjà été dit par les précédents orateurs:

1. il est extrêmement important **d'éviter un trop plein d'espoir**, d'être prêts à résoudre les problèmes nous-mêmes, mais sans perdre de vue que la coopération entre les États membres et les pays candidats est possible;
2. en même temps, il faut que les citoyens **soient informés** des étapes à parcourir et qu'ils soient associés au débat. Je suis d'accord que l'opinion publique a une valeur en soi. Mais les organes de presse ont aussi besoin d'aide pour transmettre l'information;
3. dans le cadre du débat sur l'avenir de l'Europe, il faut trouver **des instruments alternatifs à la législation** (auto-réglementation, accords volontaires, etc.); les instruments et les règles juridiques ne peuvent pas apporter toutes les solutions.

Aujourd'hui, l'on a aussi abordé la question de **l'emploi**.

À ce sujet, je voudrais vous rendre compte de la 6ème Table ronde des Fédérations de l'Industrie et des Employeurs d'Europe, qui s'est tenue à Tallinn cette semaine, les 27 et 28 janvier. La Table ronde a examiné la question de la **flexibilité du marché du travail**, qui est l'un des outils permettant de réaliser le plein emploi.

La Table ronde a particulièrement fait porter son attention sur la mobilité du marché du travail, c'est-à-dire sur la possibilité pour les travailleurs de se déplacer vers des régions différentes ou d'évoluer entre différents types d'activités pour trouver un emploi. L'Europe a besoin de marchés du travail flexibles pour atteindre l'objectif qui consiste à faire de l'Europe, d'ici à 2010, l'économie de la connaissance la plus concurrentielle et la plus dynamique du

monde. Les Conseils européens de Lisbonne et de Stockholm ont défini cette ambition et ont fixé des objectifs précis à atteindre d'ici à 2010.

Enfin, permettez-moi de conclure par quelques nouvelles d'Estonie.

Selon l'enquête de la société EMOR, qui est une société de recherche en marketing, et qui a réalisé cette enquête en novembre 2002, 57 % des Estoniens adultes étaient, en novembre 2002, favorables à l'adhésion à l'UE. Il s'agit d'un des niveaux d'opinion favorable les plus élevés des deux dernières années, et c'est là un bon signe pour le référendum du 14 septembre de cette année.

Merci de votre attention.
